

## Aide alimentaire et pauvreté prospère

Les rapports sur la pauvreté se suivent et se ressemblent. Les constats sont globalement les mêmes, les chiffres sont stables ou en augmentation. Il en est ainsi du rapport fédéral 2007 (que nous présentions dans notre numéro 60-61), du "Jaarboek Armoede 2008" (pour la Flandre et la Belgique) comme du récent rapport bruxellois sur la pauvreté. A noter la vague d'études sur le lien entre pauvreté et vieillissement.

Prenons le rapport sur l'état de la pauvreté à Bruxelles. Devenu bisannuel, il s'accompagne désormais d'un "plan de lutte contre la pauvreté" (qui ne mérite pas vraiment son nom, car il ne fait que recenser les actions déjà entrepri-

### LES INDICATEURS DE PAUVRETÉ EN RÉGION BRUXELLOISE SONT REMARQUABLEMENT STABLES.

ses). Ces innovations sont dues notamment au député sp.a Jan Béghin, que nous avons interviewé (voir pages 54 à 56). Le rapport 2008 s'est aussi penché sur un thème en particulier: la pauvreté

### LE RECOURS À L'AIDE ALIMENTAIRE NE CESSE D'AUGMENTER, TANDIS QUE LA PAUVRETÉ, À BRUXELLES COMME AILLEURS, STAGNE OU PROGRESSE. IL EST TEMPS DE MIEUX PARTAGER LES RICHESSES ET D'AUGMENTER LES BAS REVENUS.

**/ Denis Desbonnet et Jean-Marie Coen**  
Animateurs au Collectif Solidarité Contre l'Exclusion

et le vieillissement (voir à ce sujet l'éclairage donné par *Seniors sans frontières*, en page 57).

#### PAUVRETÉ PERSISTANTE

Les indicateurs de pauvreté en Région bruxelloise sont remarquablement stables. ● Plus d'un Bruxellois sur quatre vit sous le

en 2007. Enfin, un jeune Bruxellois sur cinq a quitté l'école avec au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et ne suit plus de formation, un chiffre inchangé depuis 2003.

La discrimination à l'embauche reste un problème majeur. Les ressortissants de pays non européens sont beaucoup plus souvent exclus du marché du travail que les Européens. Parmi les non Européens, une personne sur cinq est au chômage depuis plus d'un an. (On sait par ailleurs qu'en Belgique la pauvreté est bien plus forte parmi les populations d'origine non européenne: 59% des Turcs et 56% des Marocains vivent sous le seuil de pauvreté, d'après une étude commanditée par la Fondation Roi Baudouin et publiée en 2006.)

Enfin, les inégalités sociales à l'intérieur de la Région bruxelloise

restent très marquées... et sont en tout point remarquables. Par exemple, le risque de décéder avant l'âge de 65 ans est 2,4 fois plus élevé pour un habitant de Saint-Josse-Ten-Noode que pour celui de Woluwé-Saint-Pierre! Entre la commune la plus pauvre et la commune la plus aisée, le revenu moyen par habitant est deux fois plus faible et le taux de chômage est 3,3 fois plus élevé.

#### AIDE ALIMENTAIRE EN CROISSANCE

Autre indicateur de l'augmentation de la pauvreté: l'aide alimentaire est un secteur en croissance, essentiellement opéré par des bénévoles. Selon les chiffres de la Banque alimentaire, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire a augmenté de 35 % ces dix dernières années et de 132 % depuis 1991. La banque constate une augmentation du





nombre de personnes aidées pour la quatorzième année d'affilée! Le tonnage de vivres récoltées est passé de 4.000 à 12.000 tonnes entre 1995 et 2007.

La Fédération belge des banques alimentaires accueille la majorité de ces déshérités. Début 2008, la fédération distribuait des colis à 110.000 personnes. Si on ajoute les colis récoltés par d'autres structures, on arrive à un total de 150.000 personnes aidées (soit un Belge "pauvre" sur dix, puisqu'il y a 1,5 millions de personnes "en situation de pauvreté" dans notre riche pays), d'après l'estimation d'Hughes-Olivier Hubert et Céline Nieuwenhuys, chercheurs pour la Fédération des centres de service social (FCSS) et auteurs d'une recherche-action sur le sujet.

Cette recherche a incité la FCSS à consacrer un colloque à la question, dont les débats sont relatés en pages 58 à 61. Les discus-

sions ont fait apparaître un malaise ressenti de façon croissante par les travailleurs sociaux face à l'explosion de l'aide alimentaire et aux contradictions dans lesquelles ce phénomène les place (on en lira quelques exemples dans l'article qui suit).

Toute la question est dès lors de voir si l'on peut se contenter de lutter pour cette solution "en amont" (par une meilleure réparation des richesses). Ou s'il faut quand même, et "en attendant", eu égard à l'urgence et aux réels besoins que l'aide alimentaire rencontre, tenter de mettre de l'ordre dans ce secteur, vu son développement. Quitte à courir le risque de pérenniser voire d'institutionnaliser une pratique que tous ont jugée indigne pour la personne et scandaleuse pour nos sociétés. C'est, bon gré mal gré, ce choix qui prime au sein du secteur, confronté quotidiennement à une "demande" toujours croissante.

Toutefois, s'il est normal qu'un secteur cherche à améliorer ses pratiques et sa déontologie, on ne peut pas en rester là. Comme l'ont souligné bon nombre d'intervenants au colloque, en particulier les représentants de CPAS et des ministres eux-mêmes, la vraie solution passe d'abord par un relèvement général des revenus les plus bas: infra-salariés, chômeurs, "RISés" et autres allocataires sociaux. Ce relèvement devrait au minimum aller au-dessus du seuil de pauvreté. Il devrait s'accompagner d'une action publique sur le prix des loyers et de l'énergie.

On en revient à notre revendication d'une juste répartition des richesses (voir pages 10-11 et 22-23) afin d'améliorer la solidarité interpersonnelle et de faire disparaître le besoin d'interventions caritatives comme l'aide alimentaire. ■

① Nous nous inspirons ici de la note synthétique établie par l'Observatoire bruxellois de la santé et du social (le service responsable de la rédaction du rapport). La synthèse est disponible sur le site [www.observatbru.be](http://www.observatbru.be).

# (54)

## LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ COMME PRIORITÉ POLITIQUE N°1

Interview du député bruxellois sp.a Jan Béghin.

# (57)

## IMMIGRÉ, VIEUX ET PAUVRE: L'EXCLUSION AU CUBE

Rachida El Idrissi, de Seniors sans frontières, nous présente une réalité ignorée.

# (58)

## ACTEURS ET REALITÉS DE L'AIDE ALIMENTAIRE

La pratique de l'aide alimentaire mélange parfois aide sociale et contrôle.

# (60)

## L'AIDE ALIMENTAIRE: COMMENT ET POUR QUI?

Le public de l'aide alimentaire est mal connu mais se laisse deviner.

# Acteurs et réalités de l'aide alimentaire

"Il était une fois un bûcheron et une bûcheronne qui avaient sept enfants, tous garçons; l'aîné n'avait que dix ans, et le plus jeune n'en avait que sept. (...) Ils étaient fort pauvres, et leurs sept enfants les incommodaient beaucoup, parce qu'aucun d'eux ne pouvait encore gagner sa vie." ❶ Aujourd'hui, l'histoire continue... Mais plus question de "il était une fois". La fiction fait place à la réalité. Ou plutôt aux "réalités de l'aide alimentaire en région bruxelloise". C'est l'intitulé d'une recherche-action effectuée sur les diverses pratiques de l'aide alimentaire à Bruxelles ainsi que sur l'état de pauvreté dans notre ville. Une première synthèse nous était livrée le 20 novembre 2008 en introduction au colloque organisé par la FCSS-FCSSB ❷ sur "L'aide alimentaire au cœur des inégalités".

Aujourd'hui, 150.000 personnes en Belgique recourent à l'aide alimentaire. C'est là que le grotesque de la situation nous revient en plein visage: manger, besoin vital, n'est plus un droit pour tous. Premier constat. Premier malaise. Dans ce contexte de pauvreté croissante, la distribution de colis alimentaires, notamment, est une pratique indispensable. Mais qui pose de plus en plus question... Second constat. Second malaise. Comment concilier l'objectif d'insertion et d'émancipation sociales tout en renvoyant à une image d'assisté, de charité bienveillante du temps de la comtesse de Ségur et de ses petits paniers de victuailles apportés aux pauvres?

Cette question a donné naissance à la "Concertation aide alimentaire"

**L'AIDE ALIMENTAIRE EST LE PLUS SOUVENT OPÉRÉE PAR DES ASSOCIATIONS DE BÉNÉVOLES. CEUX-CI SONT PARFOIS ENTRAÎNÉS DANS UNE FORME DE TRAVAIL SOCIAL OÙ S'IMMISCE LA TENTATION DU CONTRÔLE. DES PRATIQUES QUI POSENT QUESTION.**

**Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl**  
d'après la synthèse de Hughes-Olivier Hubert et Céline Nieuwenhuys "Les réalités de l'aide alimentaire en région bruxelloise"

en 2006 à Bruxelles. A l'initiative de la FCSSB, des organismes, des bénévoles et des professionnels pratiquant l'aide alimentaire se

de son intervention, "la question alimentaire pose la question de la dignité de ceux qui ont faim, mais aussi la dignité de l'État et

fortement professionnalisé. À titre d'exemple, un fort degré de professionnalisation mettra en avant les compétences des travailleurs; dans l'autre cas, c'est l'idée de partage qui est essentielle. Autre cas de figure: l'organisme dont la philosophie s'apparente plus à une tendance caritative verra davantage la pauvreté comme un état de fait, une problématique individuelle. Au contraire, la position militante affichera une vision plus mobilisée, dynamique et collective. La réalité étant alors perçue comme inadmissible, le changement devient une nécessité.

**QUELQU'UN QUI CHIPOTE DANS SON COLIS, JE ME DIS QU'IL N'A PAS VRAIMENT FAIM.**

sont réunis autour d'une même idée: "puisque le problème de pauvreté existe, autant s'organiser pour répondre à la situation le plus judicieusement possible", explique Betty Nicaise, secrétaire générale-adjointe de la FCSS. "Ce qui ne nous empêche pas de lutter politiquement, en parallèle", précise-t-elle, "pour une diminution de la précarité". La recherche-action réalisée par Hughes-Olivier Hubert et Céline Nieuwenhuys, tous deux sociologues à la FCSS, en est la preuve. Au-delà de la récolte de données, elle constitue un véritable outil d'interpellation. Comme le disait Hughes-Olivier Hubert au début

de tous". Sur ces mots, place aux principaux enseignements et perspectives de cette recherche.

**CARITATIF OU MILITANT, À CHACUN SA TENDANCE**  
En fonction de leur histoire, de leur philosophie, les associations s'expriment de manière bien différente sur leurs objectifs poursuivis à travers l'aide alimentaire, sur les liens qu'elles tissent entre aide alimentaire et travail social... En fait, on peut les répartir sur deux axes: un axe philosophique qui s'étend entre caritatif et militance et un axe degré de professionnalisation allant de faiblement à

En termes de moyens humains, les bénévoles sont très majoritaires: au total, 72 % pour l'ensemble des associations rencontrées! Les sans-papiers eux-mêmes constitueraient une réserve de main-d'œuvre importante... Quant à la question des moyens financiers, elle donne lieu à des avis contrastés: si certains préfèrent garantir leur indépendance ou respecter un idéal caritatif de générosité, d'autres souhaitent une reconnaissance politique qui leur permettrait notamment d'avoir accès à des



formes de subventionnement. En attendant, l'associatif fait preuve d'ingéniosité: mécanismes de débrouille et processus de solidarité et d'entraide sont mis en place pour tenter de pallier aux manques.

#### **TRAVAIL SOCIAL OU "TRAVAIL DU CŒUR"**

A travers l'offre d'aide alimentaire, les objectifs poursuivis par les associations sont divers. Et ils ne se résument pas toujours au besoin vital de nourrir. Au-delà de sustenter, c'est aussi le désir de donner une alimentation saine, de se mettre au service des pauvres, d'offrir de la chaleur humaine, de rompre l'isolement ou encore de soulager les finances. Enfin, l'aide

alimentaire peut être une passerelle pour avoir accès à d'autres problèmes. Telle la face visible de l'iceberg, elle est alors la porte d'entrée pour entamer un travail social en profondeur.

En matière d'aide alimentaire, le travail social est perçu par les uns comme obligatoire, par les autres comme facultatif, une possibilité ouverte aux bénéficiaires. En effet, certains travailleurs sociaux estiment qu'il est bon de "ne pas encore une fois les obliger à raconter leur vie ou à se justifier." D'autres, au contraire, font un lien direct entre travail social et réception de colis alimentaires. Avec parfois, certaines dérives. Soit vers le contrôle et une forme de

sélection: "on va vous aider, mais vous allez devoir agir autrement!" Hors de tout cadre déontologique, l'entretien peut alors tendre à l'interrogatoire, le conseil peut se faire diktat... Soit la frontière entre travail social et "travail du cœur" devient soudain floue: "les gens aiment bien venir me parler, ils m'aiment bien...", raconte un travailleur. Les "papotes" au cours desquelles les bénéficiaires viennent se confier s'apparentent pour certains à une forme de travail social. De l'écoute bienveillante à l'entretien social, du simple conseil à la guidance budgétaire, le pas est vite franchi...

Bref, quand le suivi social est effectué au sein même de l'as- →

→ sociation, l'aide alimentaire interroge les limites du travail social tant du côté des professionnels que des bénévoles. Vu la proportion importante de travailleurs non qualifiés, c'est le métier et l'identité même de travailleur social qui s'en trouvent questionnés: comment donner du sens à l'aide alimentaire dans ma conception du travail social? Comment préserver mon identité professionnelle? Quelles méthodologies, quelle déontologie utiliser pour quelles finalités?...

"Attention, intervient toutefois Hughes-Olivier Hubert, le propos n'est certainement pas de jeter l'opprobre sur l'ensemble du secteur et sur l'ensemble des bénévoles". La générosité, la spontanéité, la capacité d'adaptation et l'efficacité de la grande majorité des travailleurs bénévoles sont à saluer. Mais les dérives observables et leurs conséquences pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire méritent, selon lui, qu'on en tienne compte.

## ET TOI, AS-TU VRAIMENT FAIM?

Toujours plus de demandes et pas assez de nourriture pour tout le monde... Résultat: apparition de critères d'accès et de maintien de l'aide alimentaire comme outil de contrôle. C'est l'introduction d'un système pervers. En effet, si certains critères sont plus objectifs (financiers, territoriaux, administratifs), d'autres laissent la part belle à la subjectivité. Les travailleurs sociaux se basent, par exemple, sur le comportement jugé sobre, violent, voire "dérangé" de la personne. Ou encore sur son attitude, estimée franche, généreuse etc. Le mérite passe par l'exacerbation soit de l'activation, soit des signes d'une réelle souffrance de la faim. Ce qui amène à une classification grossière des bénéficiaires entre bons et mauvais pauvres (voir encadré), entre méritants et profiteurs. Si la grande majorité des intervenants rencontrés font preuve de compréhension à l'égard des bénéficiaires et de leur situation, la rudesse de certains jugements

à l'égard de certains peut parfois interloquer: "Moi, quand je vois quelqu'un qui chipote dans son colis, je me dis, celui-là, c'est qu'il n'a pas vraiment faim. Parce que quand tu as vraiment faim, tu te contentes de ce qu'on te donne", cite Céline Nieuwenhuys comme exemple de remarques faites par certains travailleurs sociaux.

## MAIS, "BON DIEU", POURQUOI SONT-ILS SI PAUVRES!

Les causes de l'état de besoin des bénéficiaires évoquées par les organismes se répartissent autour de deux axes: d'une part, les déterminants individuels, psychologiques ou familiaux et, d'autre part, les déterminants plus structurels, socio-économiques et politiques. Le niveau micro-social ou la trajectoire individuelle peuvent être perçus comme le résultat d'un accident de parcours dont la personne ne serait pas responsable. Ou, au contraire, comme le résultat de mauvais choix de vie imputables à la personne. Le

niveau macro-social ou les difficultés structurelles peuvent être vus à leur tour comme le résultat d'une crise momentanée peu maîtrisable. Ou comme le résultat d'une organisation dont la société serait responsable. Les causes évoquées par les organismes sont multiples. Pour en citer quelques-unes: la marginalité, l'addiction, le surendettement, les problèmes de santé mentale, la paresse, la solitude, l'héritage familial de la pauvreté, l'insuffisance des revenus, les situations administratives irrégulières...

Pour certains bénéficiaires, la situation paraît inextricable. Elle est à ce point chronique ou figée que les perspectives d'insertion et/ou d'émancipation se réduisent à peau de chagrin. A cela s'ajoute pour certains le sentiment d'être abandonnés ou déconsidérés par la société. Ou le sentiment plus lourd encore d'avoir été jugés "indésirables" par les régimes de la sécurité et de l'aide sociales. Ce qui aggrave encore un peu leur situation de vie déjà compliquée quand ils se réfugient derrière des attitudes de méfiance, de résignation passive ou encore d'agressivité arrogante...

# L'aide alimentaire: comment et pour qui?

De façon générale, l'inflation de la demande d'aide alimentaire met les organismes face à une situation de pénurie de moyens. Pour la grande majorité des associations, tant les vivres récoltés que les moyens humains et financiers sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes qui leur sont exprimées. Les vivres proviennent, pour une grande part, de la Banque alimentaire, qui les collecte auprès des grandes surfaces (elle alimente ainsi 108.00 personnes, soit 72% des personnes qui bénéficient de l'aide). D'autres ressources existent tels les dons, les achats... Mais les associations sont confrontées, de manière générale, à un manque de qualité et de diversité dans les produits alimentaires.

À l'exception de quelques organismes plus professionnalisés, la grande majorité des acteurs ne disposent pas de données permettant de quantifier précisément les profils socio-économiques des bénéficiaires. Toutefois, sur base d'indications, d'estimations ou encore d'intuitions, un certain nombre de travailleurs pauvres

et précaires ont été recensés. Un grand nombre de bénéficiaires reçoivent des allocations sociales comme le revenu d'intégration sociale, le chômage, la pension, etc. Envoyées par les CPAS, les associations déplorent l'absence de collaborations plus systématiques sous forme de convention ou de rétribution.

Une proportion non négligeable des bénéficiaires de l'aide alimentaire est aussi durablement ou temporairement sans ressources pour des raisons de procédures ou de sanctions administratives. Enfin, le nombre de sans-papiers est très important et croissant. Pour certaines associations, ils représentent plus de la moitié de leurs bénéficiaires. Il y a de quoi s'interroger sur la politique d'aide aux sans-papiers! Mais plus fondamentalement, ce sont les politiques sociales dans leur ensemble qui sont remises en question... Certains organismes pointent en effet le durcissement des critères d'octroi et de maintien des droits sociaux dans le cadre de l'État social actif.

## PUBLIC DIFFICILE POUR TRAVAILLEURS PEU OUTILLÉS

On l'aura bien compris: le public à accueillir, pour de multiples raisons, est particulièrement difficile. Or la majorité des travailleurs ne sont pas des professionnels qualifiés en travail social. C'est là que s'inscrit le paradoxe: ce sont les travailleurs les moins bien outillés qui ont à prendre en charge les publics les plus complexes. Sans oublier que le manque de perspectives de changement des bénéficiaires peut aussi provoquer chez les travailleurs de l'aide alimentaire un sentiment d'impuissance et une remise en question du sens même de leur activité.

Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi certains travailleurs développent, par-ci par là, des procédés de contrôle et de sélection.

## BONS ET MAUVAIS PAUVRES

Entre bons et mauvais pauvres, "la distinction est ancienne, nous rappellent Hughes-Olivier Hubert et C. Nieuwenhuys. Selon Robert Castel (*Les métamorphoses de la question sociale*, 1995), elle remonte précisément à l'assistance caritative de l'époque médiévale. Cette conception discriminante des pauvres, toujours présente dans l'inconscient collectif mais mieux maîtrisée par l'existence des droits sociaux, s'autoriserait à revenir clairement à la surface et trouverait une nouvelle légitimité à travers les notions promues par l'État social actif. Rien d'étonnant donc à ce que ce type de discrimination puisse être présent aussi dans certaines associations, parfois dans une forme d'autant plus discutable qu'elle y est moins cadrée que dans le secteur public."



tion et un manque de neutralité à l'égard des bénéficiaires. Et les pauvres dans toute cette histoire? Eux, ils n'ont tout simplement pas le choix! Il leur reste les associations, d'accès a priori plus aisés quand les administrations du droit social leur ont claqué la porte au nez. Mais où les pratiques et les décisions sont moins garanties et cadrées... C'est donc avec plus ou moins de bonheur, d'équité et d'arbitraire qu'ils obtiendront l'aide alimentaire en fonction de l'organisme et/ou du travailleur auquel ils s'adressent. D'où la nécessité d'offrir aux travailleurs qui s'investissent dans l'aide alimentaire des outils et des cadres théoriques, méthodologiques et déontologiques susceptibles de les conforter dans l'accueil de leur public.

Face à l'étendue de la complexité du travail de terrain, des relations privilégiées s'établissent entre associations et fournisseurs, mais aussi entre associations elles-mêmes. En se soutenant mutuellement depuis près de deux ans, la Concertation aide alimentaire et cette recherche-action ont permis d'expérimenter combien un grand nombre d'associations d'aide

alimentaire souhaitent s'engager dans une approche collective. Leurs engagements dans diverses initiatives en témoignent: groupes de réflexion autour de questions pratiques, philosophiques et politiques...; action collective menée dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre 2008; synergies entre les associations membres de la concertation: échanges de courriels proposant des stocks de vivre, etc.

### L'AIDE ALIMENTAIRE AURAIT-ELLE DE L'AVENIR?...

Partant de l'aide alimentaire, c'est un vaste champ de questionnements qui se déploie. Motivations et pratiques de l'aide alimentaire en viennent à interroger plus largement le champ du travail social. Et au-delà du travail social, ce sont les politiques sociales elles-mêmes qui sont questionnées: niveau des allocations de base, activation, aide aux sans-papiers, rapports entre services publics et associatifs subventionnés ou pas... Enfin, et plus fondamentalement encore, ce sont les politiques de la richesse qui posent question: pas de politique de la pauvreté sans une concentra-

tion des richesses qui accroît les inégalités au lieu de les diminuer...

Au-delà des revendications classiques telles que la revalorisation des allocations de base et des petits revenus, l'accès à l'emploi, au logement, etc., la recherche dessine d'autres perspectives d'action. Elle vise tout simplement l'amélioration des pratiques dans le secteur de l'aide alimentaire. Elle propose notamment de formaliser davantage les collaborations entre les CPAS et les associations qui offrent une aide alimentaire, de donner la possibilité aux associations qui le souhaitent d'être reconnues et financées par les pouvoirs publics, de favoriser les échanges de moyens et d'idées, de soutenir la formation des travailleurs sociaux et des nombreux bénévoles qui œuvrent dans l'aide alimentaire... "A la mission d'aide médicale urgente donnée aux CPAS pour les sans-papiers, n'ajouterait-on pas l'aide alimentaire urgente?", s'interroge Hughes-Olivier Hubert... Car, sans pour autant abandonner le projet d'une justice sociale plus efficiente, l'aide alimentaire reste actuellement une cruelle nécessité pour un trop grand nombre de citoyens. ■

① Le Petit Poucet, de Charles Perrault, référence citée par le sociologue Hughes-Olivier Hubert dans son intervention au colloque du 20 novembre 2008 "L'aide alimentaire au cœur des inégalités".

② La FCSS, Fédération des centres de service social, branche francophone, regroupe les 10 centres d'action sociale globale (CASG) et les 5 centres de service social (CSS); la FCSB, Fédération des centres de service social bilingues regroupe les 10 centres d'aide aux personnes (CAP). Les fédérations hébergent également le Service d'accompagnement social aux locataires sociaux (SASLS).